



Les luttes paysannes aujourd'hui sont souvent associées à la violence. Comment expliquer cette violence? Est-elle assimilable à de la détermination? Quelle part, assumée, de « spectacle » comprend-elle quand ses moindres épisodes sont répercutés, grossis par les médias?

On la considère parfois – au même titre que la « Commune de Longwy » en 1978-1979, par exemple, pour le monde ouvrier – comme un symptôme désespéré et une dernière résistance d'un monde agricole en voie de disparition, subissant les effets croisés de la mondialisation et de la modernisation. Mais au regard du passé, cette violence, loin d'être nouvelle, apparaît comme la récurrence de pratiques plus anciennes, dont une des sources fut la violence des mouvements anti-républicains de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

Sa permanence jusqu'à nos jours tient peut-être à l'existence d'un syndicalisme puissant qui envisage alternativement l'État comme un soutien nécessaire et comme le dénominateur commun de ses malheurs. L'État, à travers ses représentants attentifs à préserver une part importante de l'électorat, et la population cautionnent en partie cette violence. Cet accueil favorable trouve sa source dans un des thèmes privilégiés du répertoire de l'action syndicale, celui d'une « *utopie paysanne* »¹ gardienne de la civilisation contre le monde moderne.

Pourtant, ni la base sociale du mouvement syndical, ni les mutations du monde agricole ne concordent avec ces représentations. L'explication résiderait alors dans l'ampleur des crises et des restructurations subies depuis le début du siècle, que les politiques publiques nationales et européennes tentent d'accompagner afin de « *gérer la modernisation sans drames sociaux* »². Le monde agricole a été, de fait, un secteur pionnier pour la mise en place d'un marché commun européen qui allierait, au nom de l'efficacité productive, protection des entrepreneurs agricoles, d'une part, et disparition de larges pans du monde du travail agricole, d'autre part.

Faire l'histoire des visées et des formes de la contestation paysanne, c'est donc aussi s'interroger, à l'heure de l'élargissement des politiques européennes et d'une mise en concurrence accrue des économies, sur la nécessité et la pertinence d'un dialogue social aux échelles européenne et nationale. ■

La rédaction

1 Édouard Lynch, « Monde rural et mutation des agricultures à l'ère industrielle », in Fr. Guedj et S. Sirot (dir.), *Histoire sociale de l'Europe*, Paris, Seli Arslan, 1997, p. 39-59.

2 V. Pradier, « Les aspects sociaux de la politique agricole de Georges Pompidou », in A. Beltran et G. Le Beguec (dir.), *Action et pensée sociales chez Georges Pompidou*, Paris, PUF, 2004, p. 319-337.